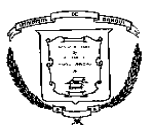


UNIVERSITE DE BANGUI



Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Laboratoire d'Economie Rurale et de Sécurité Alimentaire

(LERSA)



AGRICULTURE, MINES ET CONFLITS ARMES DANS LA SOUS-PREFECTURE DE BRIA EN CENTRAFRIQUE



Pr. Emmanuel MBETID-BESSANE

M. Jean-Cyriaque Parfait YAKETE-WETONNOUBENA

M. Angelot Boris-Eltsine KATANGA EL-DABENGUE

Mai 2017

SOMMAIRE

Résumé	2
Liste des tableaux et figure	4
1. Introduction	5
1.1. Rappel du contexte de l'étude	5
1.2. Rappel de l'objectif de l'étude	7
2. Méthodologie	7
2.1. Terrain de l'étude	7
2.2. Approche méthodologique	8
3. Résultats	9
3.1. Analyse du secteur agricole dans la sous-préfecture de Bria	9
3.1.1. Forces et faiblesses	9
3.1.2. Systèmes de production	11
3.1.3. Structures de dépenses et de revenus	13
3.1.4. Causes de la préférence des mines au détriment de l'agriculture	14
3.2. Articulation entre mine et agriculture dans la sous-préfecture de Bria	15
3.3. Liens entre mines et conflits armés dans la sous-préfecture de Bria	18
3.3.1. Contribution de l'exploitation minière à l'alimentation des conflits armés	18
3.3.2. Impacts des conflits armés autour des mines sur l'économie locale	19
3.4. Enjeux de l'embargo sur le diamant sur les moyens d'existence	22
4. Conclusion et propositions	23
4.1. Axe 1 : le rétablissement de la sécurité dans la sous-préfecture de Bria	24
4.2. Axe 2 : la relance de l'économie locale dans la sous-préfecture de Bria	24
5. Bibliographie	27

RESUME

L'objectif assigné à cette étude vise essentiellement à (i) analyser les forces et faiblesses de l'agriculture et les systèmes de production des ménages pauvres et très pauvres de la sous-préfecture de Bria, et comprendre les causes de la préférence pour les activités minières au détriment de l'agriculture ; (ii) analyser la place des activités minières dans les conflits armés en soulignant leurs contributions à l'alimentation des crises, et cerner l'impact de ces crises, en prenant en compte le genre, sur l'économie locale; (iii) analyser à partir de l'intervention des humanitaires et en particulier d'Oxfam, la place actuelle de l'agriculture dans le relèvement de l'économie locale pendant la crise de l'économie minière, et proposer des politiques publiques pour des personnes ayant perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus issus de l'économie minière et qui souhaitent se reconvertir dans l'agriculture.

L'approche méthodologique utilisée est basée sur des méthodes qualitative et quantitative. La mise en œuvre de cette approche s'est faite en trois phases successives : le briefing et la préparation de la mission ; la mission de terrain ; la rédaction du rapport et sa validation. L'étude a été réalisée dans la sous-préfecture de Bria. Pour des raisons sécuritaires au moment de la mission, les enquêtes n'ont concerné que des quartiers de la ville de Bria et des villages sur les axes Ippy, Ouadda et Irra-banda. Concernant la ville de Bria, les données ont été collectées dans les quartiers Mandé 1, Piango 1, Ndomendé 2, Kotto-ville 1, Lasmi, Fadama, Gbadou, Piango 2, Katékondji, Bornou et Ndomendé 1. Pour les axes, les villages Bougou 1, Ngoubi, Kolanga, Oubanga, Agbaba 1, Ouroudou, Kolaga, Piya et Ndrou ont été aussi visités lors de cette étude. Ces quartiers et villages, choisis en fonction de la disponibilité des leurs habitants, présentent les caractéristiques recherchées et reflètent les réalités du problème. Le choix des enquêtés est fait sur la base des personnes ayant perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus et qui sont présents le jour du passage de la mission.

Les principaux résultats obtenus montrent que : (i) l'agriculture occupe 55% de l'ensemble des activités génératrices de revenus dans la sous-préfecture de Bria ; (ii) les conditions agro-climatiques dans la sous-préfecture sont très favorables à la production agricole et les systèmes de production sont basés sur la diversification des activités. La pluviométrie est satisfaisante et les terres sont abondantes et fertiles. Ces atouts peuvent être valorisés afin d'accroître la production agricoles. Cependant, outre les contraintes sécuritaires, le secteur agricole est confronté à des contraintes de production, de commercialisation et de transformation des produits ; (iii) les causes de la préférence des mines par rapport à l'agriculture sont au nombre de trois. Il s'agit du faible revenu agricole qui ne permet pas de couvrir les dépenses quotidiennes des ménages, la répartition du revenu agricole dans le temps qui ne permet pas de réaliser des investissements et l'explosion minière qui permet de disposer du revenu élevé en une seule fois afin de réaliser des investissements et d'améliorer les conditions de vie ; (iv) l'articulation entre mines et agriculture est pratiquée par plus de 52% d'artisans miniers. Ils pratiquent l'exploitation minière en

saison sèche et l'agriculture en saison pluvieuse mais reconnaissent que le revenu minier reste supérieur au revenu agricole. C'est le revenu du diamant qui finance dans ce cas les productions agricoles dont une partie est autoconsommée et une autre partie est vendue en saison sèche dans les chantiers miniers. Cette articulation entre les mines et l'agriculture permet de stabiliser les revenus sur l'année, de réaliser des investissements, d'améliorer la consommation alimentaire en qualité et quantité, de supporter les dépenses scolaires et de santé et d'épargner. Toutefois, cette articulation peut poser de problème de conflit ainsi que de concurrence pour la main-d'œuvre ; (v) la situation d'insécurité profite aux commerçants mauritaniens qui achètent le diamant à vil prix et aux collecteurs armés qui disposent de revenu en permanence et s'équipent en armes. Ces deux types d'acteurs ne peuvent qu'entretenir l'insécurité dans la sous-préfecture de Bria à partir des conflits armés. L'exploitation minière alimente donc les conflits armés ; (vi) la fermeture des bureaux d'achat à Bria suite à l'embargo sur le diamant a entraîné la mise en place d'un véritable marché de monopsonie, non officiel, organisé par des commerçants mauritaniens qui financent les collecteurs armés qui leur revendent le diamant et/ ou l'or. La transaction entre les commerçants mauritaniens et les collecteurs armés se fait au moyen de la monnaie ou du troc (armes) ; (vii) aucune activité économique n'est épargnée à Bria suite aux conflits armés de ces dernières années autour des mines. Cependant les activités les plus touchées sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce. La forte préférence des mines au détriment de l'agriculture a conduit certaines femmes à vivre avec leurs maris dans les chantiers. Ces femmes subissent directement les conséquences de la crise dans ce secteur. La baisse de revenus miniers a détérioré considérablement leur pouvoir d'achat. Elles subissent aussi, comme leurs maris des tortures physiques et morales. Les conflits armés dans la sous-préfecture de Bria pour contrôler les ressources minières ont donc affecté négativement l'économie locale et instauré l'insécurité. Les artisans miniers ont perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus issus de l'économie minière et la majorité souhaite se reconvertir dans l'agriculture. De même, les agriculteurs ont perdu leurs moyens de production et d'existence et souhaitent relancer leur activité dans un contexte de crise de l'économie minière car les opportunités qu'offre l'agriculture dans cette préfecture sont multiples pour le relèvement de l'économie locale pendant cette crise de l'économie minière. Elle va contribuer davantage au renforcement de la sécurité alimentaire dans cette sous-préfecture, à l'amélioration de revenus des ménages agricoles et la relance de la demande des produits de première nécessité via le canal de revenus agricoles.

Les propositions de politiques publiques pour le relèvement économique de la sous-préfecture de Bria dans ce contexte peuvent être structurées en deux axes prioritaires : le rétablissement de la sécurité dans la sous-préfecture de Bria ; et la mise en place d'une politique de relance économique autour du secteur agricole. La prise en compte de ces deux axes prioritaires permettra d'orienter les stratégies d'interventions futures dans la sous-préfecture de Bria.

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Carte : Localisation de la zone d'étude	7
Tableau 1 : Echantillon des agriculteurs et artisans miniers enquêtés	8
Tableau 2 : Analyse des forces et faiblesses du système agricole de Bria	10
Tableau 3 : Structure des agriculteurs de la sous-préfecture de Bria	11
Tableau 4 : Structure des éleveurs de la sous-préfecture de Bria	13
Graphique 1 : Structure de dépenses des ménages de la sous-préfecture de Bria	13
Graphique 2 : Structure de revenus des ménages de la sous-préfecture de Bria	14
Tableau 5 : Causes de la préférence des mines par rapport à l'agriculture	14
Tableau 6 : Profils socioéconomiques des agriculteurs et artisans miniers	17
Tableau 7 : Propositions en termes de priorité d'intervention pour le secteur agricole	26

1. INTRODUCTION

1.1. Rappel du contexte de l'étude

L'agriculture en Centrafrique est considérée comme le premier secteur de production pour le relèvement de l'économie nationale et contribue à hauteur de 55% à la formation du Produit intérieur brut (PIB) contrairement au secteur minier qui y contribue seulement à hauteur de 5% selon les statistiques nationales. Cependant, lorsqu'il y a coexistence de ces deux secteurs d'activités dans une zone, le second prend le dessus sur le premier.

Malgré l'importance de l'agriculture, il y a depuis plusieurs années dans les économies locales des zones minières une option préférentielle pour l'exploitation du diamant et de l'or. Dans la préfecture de la Haute-Kotto, par exemple, des ménages entiers passent, comme creuseurs, des semaines dans les chantiers miniers à la recherche du diamant ou de l'or, sans doute parce que ces activités minières constituent pour eux une source de revenus importante.

Ainsi en Centrafrique, l'exploitation artisanale des mines affecte significativement les productions agricoles dans les zones minières. L'activité minière est en concurrence directe avec l'agriculture à petite échelle pour la main-d'œuvre. Les tensions sur l'exploitation artisanale du diamant et de l'or ont contribué à des violences communautaires et à des conflits violents stoppant ainsi les activités agricoles même domestiques.

La préfecture de la Haute-Kotto a comme Chef-lieu Bria. C'est une zone située à environ 600 km de la capitale Bangui, au Centre-est de la Centrafrique. Elle compte un peu plus de 113.000 habitants et est composée de trois sous-préfectures, Bria, Yalinga et Ouadda. La sous-préfecture de Bria est la plus peuplée (70.000 habitants), son Chef-lieu a accueilli 12.000 personnes déplacées internes suite à la crise politico-militaire de 2013 qu'a connue le pays. Selon l'étude de l'analyse de l'économie des ménages réalisée dans la zone en mars 2015, la ville de Bria est composée de 70% des ménages pauvres et très pauvres. Ces ménages sont dans une insécurité alimentaire liée à plusieurs facteurs dont l'insécurité récurrente, la faible production, l'éclosion de l'élevage et le ralentissement économique (Oxfam, 2015).

Les moyens d'existence des ménages dans cette zone sont intimement liés au secteur minier à savoir l'extraction du diamant et de l'or. Malgré ce lien très fort au secteur minier, la production vivrière reste aussi une activité importante qui est motivée d'une part, par la demande de produits alimentaires du secteur minier et d'autre part, par le fait qu'elle se présente comme l'unique alternative crédible face à l'effondrement progressif du secteur minier. La superficie cultivée par les ménages très pauvres et pauvres varie entre 0,25 ha et 0,5 ha tandis que pour les ménages nantis, elle dépasse 2 ha (Oxfam, 2015).

Les sources de revenus varient selon les groupes socio-économiques, avec une majorité de ménages pauvres engagés dans des activités minières, la vente de la

main-d'œuvre agricole et l'exploitation du bois de chauffe. Les ménages moyens sont orientés vers la production vivrière, l'élevage et les activités commerciales des minerais et des produits manufacturés. Ces deux groupes de ménages sont dans une insécurité alimentaire liée à plusieurs facteurs dont l'insécurité récurrente, la faible production, l'éclosion de l'élevage, la perturbation de l'activité diamantifère et le ralentissement économique (Oxfam, 2015).

Depuis 2012, les opportunités économiques permettant d'assurer les moyens d'existence ont fortement diminué, notamment à cause de l'effondrement du secteur diamantifère et des perturbations sévères des marchés locaux, et les déplacements de milliers de personnes vers la ville de Bria¹ font subir une pression supplémentaire aux marchés locaux. Bria se trouve dans la zone de moyens d'existence CF04 (Centre-est, mines, manioc et arachide) selon le rapport FEWS Net de juillet 2013. Les données de la zone indiquent que les familles les plus pauvres, largement dépendantes de ces marchés locaux, font face à un manque de nourriture lié à l'augmentation des prix des denrées qui est due à son tour à la réduction des flux commerciaux dans les axes routiers principaux (Oxfam, 2015).

Depuis 2013, les femmes, hommes, filles et garçons de la zone ciblée ont dû faire face à de multiples chocs tels que l'accès limité à leurs fonciers pour les agriculteurs en raison de l'insécurité, la dépendance aux prix du marché combinés à leur volatilité, la faiblesse des services techniques locaux, la dépendance des marchés locaux aux grands marchés nationaux (notamment ceux de Bangui et du Soudan) et de faibles productions dues au manque de semences, outils et expertise technique. Par ailleurs, la population de la zone a perdu ses moyens d'existence suite aux nombreux pillages, et ne disposent pas de capacités pour les reconstituer et construire une stratégie d'autosuffisance. La population rurale est encore plus vulnérable en raison des distances aux marchés et de manque de sécurité sur les routes (Oxfam, 2015).

Selon l'IPC d'août 2016, 15% (22% en avril 2015) de la population de la Haute-Kotto est en phase humanitaire (phase de crise et d'urgence). La population rurale est encore plus vulnérable en raison des distances aux marchés, de manque de sécurité sur les routes d'approvisionnement et des mouvements pendulaires perpétuels liés à l'insécurité grandissante sur les axes occupés par des groupes armés tels que les fractions de l'Ex-Séléka, la LRA et autres groupes non identifiés (Oxfam, 2015).

La zone de la Haute-Kotto est une zone minière riche en diamant et or. Le diamant alluvionnaire issu de cette zone est parmi les meilleurs au monde. Depuis au moins 2005, les premiers conflits entre groupes armés ont éclatés dans les mines de diamant de cette zone. Les activités de la LRA dans le sud-est du pays se sont progressivement rapprochées de la zone pendant la saison sèche, période pic de l'exploitation minière. Cette lutte pour les ressources minières s'est accrue pendant

¹La population a augmenté de 30% selon Oxfam.

la crise qui détruit actuellement le pays au point où un embargo a été imposé sur le pays par le processus de Kimberley en 2013. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a imposé des sanctions sur des acteurs économiques qui commercialisent le diamant et l'or alimentant le conflit.

Depuis Octobre 2016, la reprise des affrontements entre groupes de l'Ex-Séléka dans les chantiers miniers de la Haute-Kotto amène à s'interroger sur le devenir de l'agriculture et de l'exploitation minière dans cette préfecture.

1.2. Rappel de l'objectif de l'étude

L'objectif assigné à cette étude vise essentiellement à :

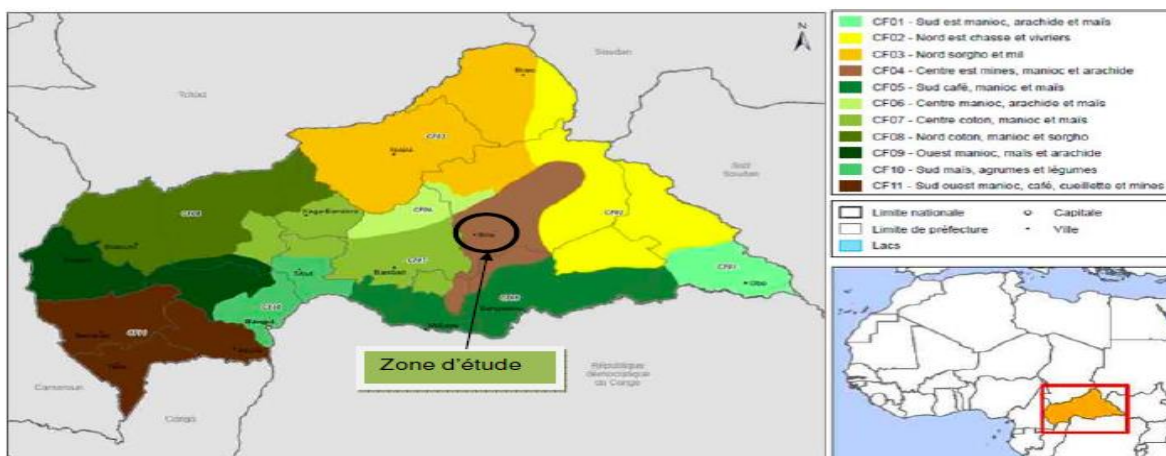
- analyser les forces et faiblesses de l'agriculture et les systèmes de production des ménages pauvres et très pauvres de la sous-préfecture de Bria, et comprendre les causes de la préférence pour les activités minières au détriment de l'agriculture ;
- analyser la place des activités minières dans les conflits armés en soulignant leurs contributions à l'alimentation des crises, et cerner l'impact de ces crises, en prenant en compte le genre, sur l'économie locale;
- analyser à partir de l'intervention des humanitaires et en particulier d'Oxfam, la place actuelle de l'agriculture dans le relèvement de l'économie locale pendant la crise de l'économie minière, et proposer des politiques publiques pour des personnes ayant perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus issus de l'économie minière et qui souhaitent se reconverter dans l'agriculture.

2. METHODOLOGIE

2.1. Terrain de l'étude

L'étude sur l'agriculture et les mines a été réalisée dans la préfecture de la Haute-Kotto, notamment dans la sous-préfecture de Bria.

Carte : Localisation de la zone d'étude.



Source : FEWS Net en Centrafrique

Pour des raisons sécuritaires au moment de la mission, les enquêtes n'ont concerné que des quartiers de la ville de Bria et des villages sur les axes Ippy, Ouadda et Irra-banda.

Concernant la ville de Bria, les données ont été collectées dans les quartiers Mandé 1, Piango 1, Ndomendé 2, Kotto-ville 1, Lasmi, Fadama, Gbadou, Piango 2, Katékondji, Bornou et Ndomendé 1. Pour les axes, les villages Boungou 1, Ngoubi, Kolanga, Oubanga, Agbaba 1, Ouroudou, Kolaga, Piya et Ndrou ont été aussi visités lors de cette étude.

Tableau 1 : Echantillon des agriculteurs et artisans miniers enquêtés

Terrain de l'étude	Agriculteurs	Artisans miniers
Centre Bria	35	35
Axe Ippy	20	20
Axe Ouadda	20	20
Axe Irra-banda	25	25
Total	100	100

Ces quartiers et villages, choisis en fonction de la disponibilité des leurs habitants, présentent les caractéristiques recherchées et reflètent les réalités du problème. Le choix des enquêtés est fait sur la base des personnes ayant perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus et qui sont présents le jour du passage de la mission.

2.2. Approche méthodologique

L'approche méthodologique utilisée est basée sur des méthodes qualitative et quantitative. La mise en œuvre de cette approche s'est faite en trois phases successives : le briefing et la préparation de la mission ; la mission de terrain ; la rédaction du rapport et sa validation.

- **Briefing et préparation de la mission**

Ce briefing a visé à cadrer très précisément avec Oxfam sa commande. Il s'est déroulé sous forme d'une séance d'appréciation technique. Il a permis de valider la démarche méthodologique. Cette étape introductive a permis également à Oxfam d'affiner ses attentes à la lumière de la compréhension que nous avons eue des termes de référence.

Pour l'essentiel, les quelques études antérieures réalisées sur la région ont été consultées et exploitées. En outre, deux outils principaux de collecte des données ont été élaborés, à savoir le guide d'entretien destiné aux personnes ressources, aux autorités locales, aux responsables des services déconcentrés de l'Etat et aux ONG, et le questionnaire destiné aux agriculteurs et aux artisans miniers.

Les deux parties se sont mises ainsi d'accord sur les outils de collecte des données, les étapes à parcourir, les techniques de collecte de données et la composition des acteurs à rencontrer sur le terrain.

- **Mission de terrain**

La mission de terrain s'est déroulée du 05 au 15 avril 2017 avec une équipe de deux chercheurs du LERSA, appuyée par une équipe de dix enquêteurs recrutés dans la ville de Bria avec l'appui d'Oxfam.

Au cours de cette mission, les entretiens ont permis de compléter les données disponibles. Ces entretiens ont concerné des personnes ressources (agronome, ingénieur de mines, responsables des ONG MAHDED et Oxfam), les autorités locales, notamment le sous-préfet de Bria, le maire de la commune de Bria et les chefs de quartiers / villages.

En outre, l'enquête par questionnaire a touché un échantillon de 100 agriculteurs et de 100 artisans miniers, soit un total de 200.

- **Rédaction du rapport et validation**

Les données collectées ont été rassemblées, dépouillées et traitées. Les résultats et les conclusions sont présentés dans un rapport provisoire transmis à Oxfam pour observations.

Il s'agit de s'assurer que le rapport prend en compte les préoccupations exprimées dans les termes de référence. Le rapport final, intégrant les observations faites, est déposé à Oxfam, ce qui met fin à la mission.

3. RESULTATS

3.1. Analyse du secteur agricole dans la sous-préfecture de Bria

3.1.1. Forces et faiblesses

Les conditions agro-climatiques dans la sous-préfecture de Bria sont très favorables à la mise en place des activités agricoles. La pluviométrie est satisfaisante et les terres sont abondantes et fertiles.

Le secteur agricole dans la sous-préfecture de Bria renferme deux principales activités à savoir l'agriculture et l'élevage. Analyser les forces et faiblesses de ce secteur revient à le diagnostiquer. C'est ainsi que cette étude a pris comme entrée le diagnostic de ces deux principales activités du secteur à partir de leurs filières. Le tableau suivant présente le résultat de ce diagnostic.

Outre les contraintes sécuritaires, le secteur agricole dans la sous-préfecture de Bria est confronté à des contraintes de production, de commercialisation et de transformation des produits. Ces multiples contraintes limitent la production, ce qui ne permet pas de disposer de revenus importants.

Toutefois, ce secteur présente aussi des atouts qui peuvent être valorisés afin d'accroître la production agricole et d'augmenter les revenus des acteurs concernés.

Tableau 2: Analyse des forces et faiblesses du système agricole de Bria

Segments	Faiblesses	Forces
Production	<ul style="list-style-type: none"> • Trop faible disponibilité des semences améliorées et de géniteurs de races améliorées • Cherté des prix d'engrais, de pesticides et d'intrants vétérinaires • Cherté des prix des matériels et équipements agricoles • Manque de maîtrises des techniques de production • Dysfonctionnement des structures d'encadrement technique • Manque des infrastructures de transformation, de conservation et de stockage des produits 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence du réseau des producteurs de semences (REPROSEM) et de géniteurs (Associations des éleveurs) • Existence de la demande en engrais, pesticides et intrants vétérinaires • Existence des artisans locaux qui peuvent être spécialisés dans la fabrication des matériels • Disponibilité des fiches techniques et des compétences
Commercialisation	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté d'approvisionnement en produits liée aux tracasseries routières et ses conséquences sur les prix • Infrastructures routières de mauvaise qualité, cherté et manque de transparence des prix de transport des produits • Absence d'un système d'information sur les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> • Existences des textes fixant les barrières régulières et les taxes officielles à payer. • Existence des unités régionales des travaux publics • Existence des radios rurales dans les régions
Transformation	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de programme d'appui à la transformation et à la conservation des produits • Faiblesse de la diversification des produits transformés 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des fiches techniques et des compétences • Disponibilité de la matière première et des marchés
Tous les segments	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté du crédit et faible organisation des acteurs agricoles • Faiblesse de revenu agricole • Insécurité dans la région 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des ONG • Existence de la demande • Existence des Forces Onusiennes

3.1.2. Systèmes de production

Dans la sous-préfecture de Bria, les systèmes de production sont basés sur la diversification des activités.

En agriculture, la structure des exploitations montre que la taille moyenne des personnes à charge est de 5,5 pour 3,5 actifs. Tous les agriculteurs ont opté pour la diversification des productions vivrières. Cependant, le manioc est cultivé par 80% des producteurs, le maïs par 75%, l'arachide par 70%, le riz par 70%, le sésame par 65% et le haricot par 60%. La spécificité de Bria pour les courges et le maraîchage amène à relativiser l'importance de ces cultures. Ainsi, les courges et le maraîchage sont cultivés respectivement par 30% et 20% des agriculteurs urbains et périurbains.

Tableau 3: Structure des agriculteurs de la sous-préfecture de Bria

Variables	Manioc	Arachide	Maïs	Riz	sésame	courge	Haricot	Maraîchage
Surface en ha	1,25	1,50	1,00	0,75	0,50	0,50	1,00	0,02
Production en kg	1.500	2.000	900	850	800	250	1.400	250
Rendement en kg/ha	1.200	1.333	900	1.133	1.200	500	1.400	12.500
Part de production vendue	0,60	0,70	0,80	0,90	0,90	0,80	0,90	0,90

Les pratiques culturales mettent en évidence divers systèmes de cultures; on retrouve des cultures associées et des cultures pures. Les associations culturales dominantes rencontrées sont le manioc associé à l'arachide ou au maïs et le manioc associé à l'arachide et au maïs, tandis que le riz, le sésame, le haricot, la courge et le maraîchage sont produits généralement en culture pure.

Par ailleurs, les associations culturales qui permettent aussi de contourner la faiblesse de la main-d'œuvre, montrent des pratiques paysannes très complexes avec des problèmes techniques y relatifs, notamment la chronologie de mise en place de chaque culture, la densité en terme de peuplement et d'arrangement spatial des différentes cultures et le choix du matériel végétal. Ces problèmes constituent l'une des causes de faibles rendements en milieu producteur.

La durée de mise en culture d'une parcelle est globalement courte puisque après 3 ou 4 ans, les parcelles sont mises en jachère. La durée moyenne de la dernière jachère sur l'ensemble des parcelles est globalement très longue, mais il convient de séparer deux types de parcelles :

- les parcelles sur défriche correspondant dans la plupart des cas à des reprises de vieilles jachères (plus de 10 ans) non appropriées, considérées par les villageois comme le patrimoine foncier commun sur lequel chacun peut envisager d'installer ses cultures ;
- les parcelles sur jachère courtes (3 à 10 ans) correspondant à des terres appropriées par une famille depuis plusieurs années, sur lesquelles l'agriculteur décide régulièrement de la remise en culture.

Les préparations des parcelles pour la mise en place des cultures vivrières s'échelonnent généralement de mars à avril, voire mai en fonction du précédent cultural. En revanche pour les parcelles en ouverture, le travail de défriche passe avant le labour. Dans la plupart de cas, le labour est manuel.

On distingue trois types de cultures en fonction de la période de mise en place des parcelles : les cultures semées précocement, dès le début de la campagne agricole telles que l'arachide, le maïs et les courges ; les cultures semées tardivement, lorsque la saison pluvieuse est déjà bien avancée telles que le sésame et le riz ; la culture de manioc dont la période de bouturage s'échelonne durant toute la période pluvieuse.

On distingue deux modes de semis : le semis en ligne et le semis en vrac. Ce dernier mode ne facilite pas les sarclages des cultures. Le semis en ligne est relativement répandu pour les cultures d'arachide, de maïs et de riz. Pour les cultures associées, tous les semis n'interviennent pas en même temps. La culture secondaire est semée 10 à 15 jours après la culture principale, ce qui correspond généralement à la période de levée.

Le nombre de sarclages moyen est de 2 avec une forte variabilité entre les différentes cultures. Cette opération est toujours réalisée manuellement.

On observe deux périodes distinctes de récolte selon les cultures pratiquées. Les cultures à cycle court comme l'arachide, le maïs et les courges, semées dès le démarrage de la campagne agricole, sont récoltées majoritairement au mois d'août. Les cultures à cycle long semées plus tardivement comme le sésame et le riz sont principalement récoltées du début novembre à mi-décembre.

En élevage, les principales espèces d'animaux présentes dans la zone sont les bovins, les ovins et les caprins.

Les bovins sont les plus prisés et ce sont seulement les ménages moyens et aisés qui en possèdent (4 à 5 et 25 à 30 têtes respectivement). Cela leur permet de se procurer un revenu substantiel à travers la vente directe sur le marché soit à travers la mise en place de l'activité d'embouche bovine. Les éleveurs de petits ruminants (caprins et ovins), de porcs et de poulets locaux assurent l'approvisionnement des marchés en produits issus de leur élevage.

Cette activité d'élevage est également mise à rude épreuve par la présence des maladies animales comme la peste des petits ruminants et la péripneumonie contagieuse bovine qui entraîne des pertes du cheptel. Aussi l'insuffisance de l'encadrement technique des propriétaires d'animaux et l'absence des infrastructures sanitaires dans le cadre de la santé animale, renforcent-elles les pertes occasionnées par les maladies. La présence des éleveurs transhumants soudanais et surtout tchadiens dans la zone, renforce d'avantage, le risque de contamination entre troupeaux locaux et transhumants.

Il est à noter que l'élevage de poulets de chair et de poules pondeuses n'est pas développé à Bria, ce qui fait que les poulets de chair et les œufs sont rares sur le marché.

Tableau 4 : Structure des éleveurs du petit bétail de la sous-préfecture de Bria

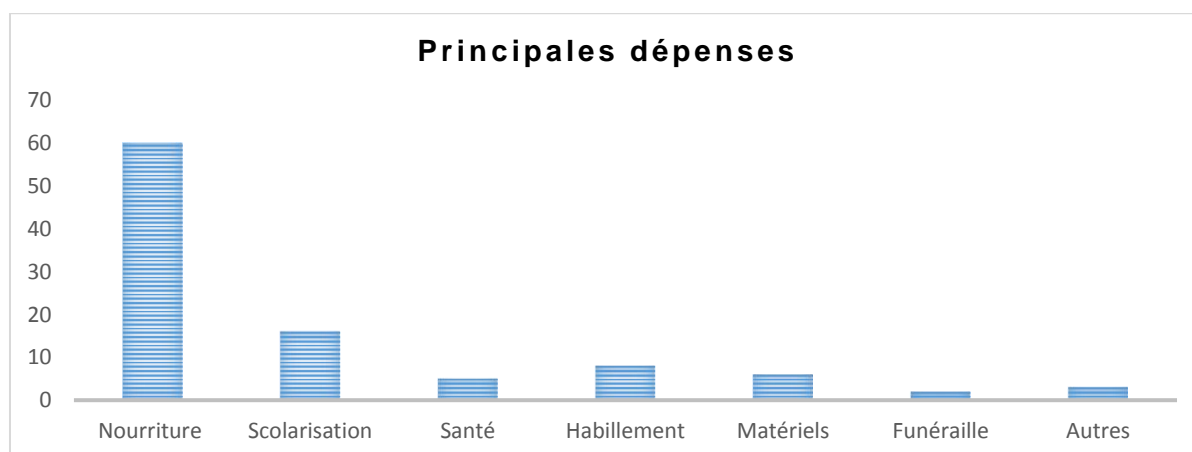
Variables	Caprin	Ovin	Porc local	Poulet local
Effectif du troupeau	10	20	6	20
Nombre vendu	4	10	2	10
Part de production vendue	0,40	0,50	0,33	0,50

L'élevage très répandu des petits ruminants, des porcs et des volailles villageoises, qui touche plus de 70% des exploitations agricoles de la sous-préfecture, est très mal connu. Parmi les avantages relatifs à la production de cet élevage de petit bétail, nous pouvons citer son importance et sa bonne répartition sur la zone, la présence de races locales bien adaptées aux conditions climatiques et pathologiques en particulier pour les petits ruminants, un marché intérieur très important encore largement insatisfait, la faible concurrence des produits importés.

Au stade actuel, aucune description approfondie du système d'élevage villageois ne peut être proposée. Mais nous pouvons signaler que, dans la majorité des cas, cette activité s'apparente plus à un système de cueillette qu'à une véritable production. Sa contribution au ravitaillement en viande et produits d'élevage est non négligeable. Une amélioration des connaissances est indispensable dans ce domaine pour une meilleure valorisation.

3.1.3. Structure des dépenses et revenus

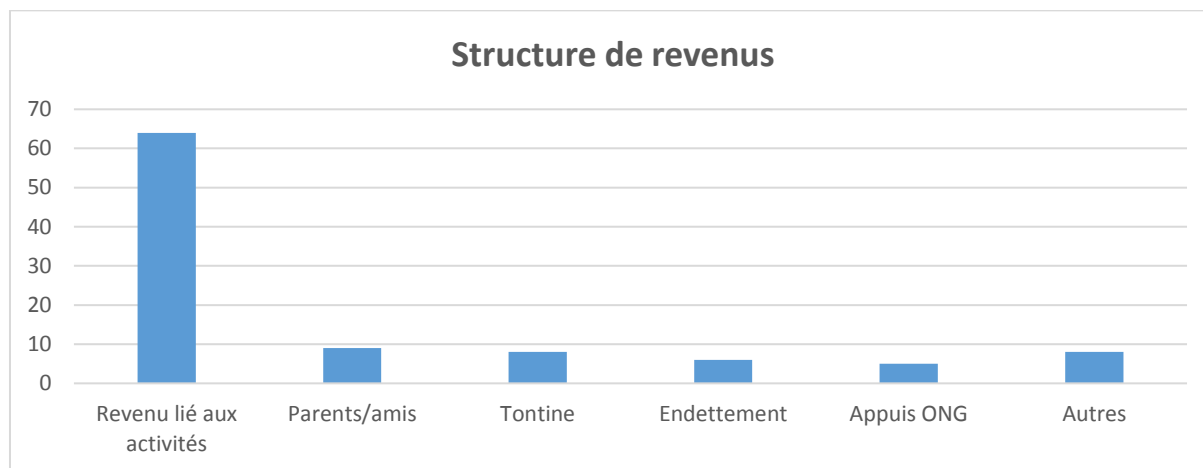
Graphique 1 : Structure de dépenses des ménages de la sous-préfecture de Bria



Du point de vue moyens d'existence, force est de constater que l'alimentation représente de loin la principale dépense pour la grande majorité (60%) des ménages. Ensuite vient la scolarisation qui apparaît comme la seconde dépense prioritaire pour la plupart des interviewés (16%). L'habillement est la troisième

dépense prioritaire des interviewés (8%), et ce avant même les dépenses liées à la santé (5%). Très peu de dépenses (6%) sont ainsi destinées à la recapitalisation des activités économiques et aux équipements de travail, laissant entrevoir une dynamique davantage basée sur la subsistance. Les dépenses de funérailles (2%) sont faiblement représentées, juste après les autres dépenses (petites dépenses) (3%).

Graphique 2 : Structure de revenus des ménages de la sous-préfecture de Bria



Les ménages interviewés ont principalement des revenus directs liés à leurs activités principales (64%) et des revenus transitoires liés aux aides des parents et amis (9%), aux tontines (8%), à l'endettement (6%), aux appuis des ONG (5%) et autres (8%). En plus de l'arrêt forcé des activités commerciales, la crise a également engendré d'importantes pertes en termes de biens, et notamment de capital de production et de commercialisation. Ces biens ont pu faire l'objet d'abandon en raison des déplacements, de vol par des éléments armés, ou de vente pour subvenir aux besoins des ménages.

3.1.4. Causes de la préférence des mines par rapport à l'agriculture

Selon les artisans miniers, trois principales causes expliquent la préférence des mines au détriment de l'agriculture; il s'agit du faible revenu agricole qui ne permet pas de couvrir les dépenses quotidiennes des ménages, la répartition du revenu agricole dans le temps qui ne permet pas de réaliser des investissements et l'explosion minière qui permet de disposer du revenu élevé en une seule fois afin de réaliser des investissements et d'améliorer les conditions de vie.

Tableau 5: Causes de la préférence des mines par rapport à l'agriculture

Causes de la préférence pour les mines	Proportion
Faible revenu agricole	60%
Revenu agricole réparti dans le temps	20%
Explosion minière	20%

Environ 60% d'artisans miniers enquêtés déclarent avoir une préférence pour les mines au détriment de l'agriculture à cause de la différence de revenu entre les deux activités. Ils estiment que le revenu minier annuel est au moins 5 fois supérieur au revenu agricole annuel. 20% d'artisans miniers évoquent pour leur part que le revenu agricole est reparti dans le temps avec de faibles montants, ce qui ne leur permet pas de disposer d'une masse d'argent en une seule fois pour réaliser des investissements. 20% d'artisans miniers affirment suivre le mouvement des jeunes ruraux abandonnant l'agriculture suite à l'explosion minière.

Au total, 80% d'artisans miniers enquêtés sont des agriculteurs reconvertis et 20% de ces artisans miniers sont des jeunes fils d'agriculteurs qui ont décidé de rompre avec les activités de leurs parents. Toutefois, au moins 10 ans après leur reconversion, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des attentes pour 42% des reconvertis.

3.2. Articulation entre mines et agriculture dans la sous-préfecture de Bria

Plus de 52% d'artisans miniers couplent l'exploitation minière avec l'agriculture. Ils pratiquent l'exploitation minière en saison sèche et l'agriculture en saison pluvieuse mais reconnaissent que le revenu minier reste supérieur au revenu agricole. Malgré tout, l'agriculture occupe environ 70% des activités menées par les ménages interviewés en saison pluvieuse. Cette pratique a pour avantage de permettre aux exploitants miniers d'avoir une activité génératrice de revenus au lieu d'attendre la saison sèche pour reprendre l'exploitation minière.

A affirmé un responsable de l'ONG MAHDED : « l'agriculture est considérée comme une alternative aux activités minières pendant la saison de pluie car ils considèrent que les travaux dans les chantiers miniers deviennent difficiles pendant cette saison ».

Un artisan minier du village Bounkou I affirme que « nous exerçons l'activité minière couplée avec l'agriculture, mais les mines priment sur l'agriculture à cause de leur rentabilité. On peut devenir rapidement riche avec le diamant et l'or ».

En général, ces artisans miniers passent 6 mois dans les chantiers miniers en saison sèche et reviennent au village en saison pluvieuse pour passer 6 mois dans les champs agricoles. C'est le revenu du diamant qui finance, dans ce cas, les productions agricoles dont une partie est autoconsommées et une autre partie est vendue en saison sèche dans les chantiers miniers.

Un artisan minier du village Irra-Banda affirme que « on ne peut rester dans les mines toute l'année sinon on va mourir rapidement puisqu'elles nécessitent beaucoup d'efforts physiques. On passe la saison sèche dans le diamant et la saison pluvieuse dans l'agriculture, le revenu minier finance l'agriculture ».

L'articulation entre les mines et l'agriculture permet de stabiliser les revenus sur l'année, de réaliser des investissements (amélioration des habitations, accroissement des surfaces agricoles...), d'améliorer la consommation alimentaire en qualité et quantité, de supporter les dépenses scolaires et de santé et d'épargner.

Toutefois, cette articulation peut poser de problème de conflit ainsi que de concurrence pour la main-d'œuvre pour certains mais pas pour d'autres. En effet, certains comptent 6 mois dans l'année pour chaque activité mais la limite entre ces deux périodes n'est pas toujours évidente. En revanche d'autres font répartition familiale des activités et s'en sortent mieux: le chef de famille est dans les mines et les autres membres (femme et enfants) sont dans l'agriculture.

En outre l'insécurité dans les chantiers miniers constitue un risque très important en plus du risque traditionnel du travail. Ce risque lié à l'insécurité est imprévisible; les groupes armés peuvent faire éruption à tout moment pour chercher de l'argent afin de financer leur mouvement. Leur passage est toujours marqué par des pillages, d'abandon de travail et d'arrêt des activités commerciales dans les chantiers etc.

Un artisan minier du village Boungou I affirme que « deux risques jouent sur notre activité: les risques de travail de mines et les risques liés à l'insécurité. Ces risques sont difficiles à prévoir, c'est Dieu qui peut te sauver ».

Face à cette situation, aujourd'hui 20% d'artisans miniers ont pour projet à court terme d'abandonner l'exploitation minière pour revenir à l'agriculture, 30% d'artisans miniers comptent poursuivre leur activité et 50% d'artisans miniers envisagent d'alterner l'exploitation minière et l'agriculture au cours de l'année.

En revanche, tous les agriculteurs ne sont pas prêts à quitter le secteur agricole dans le contexte actuel mais demandent plus de sécurité dans la sous-préfecture et de moyens de production (semences, matériels agricoles, crédit...) pour relancer leur activité.

Toutefois, les agriculteurs comme les artisans miniers affirment qu'aucune alternative à leurs activités ne semble être accessible en ce moment à Bria à cause de l'insécurité entretenue par les groupes armés.

Un cadre de l'ONG MAHDED à Bria signale que « les activités agricoles et minières sont complètement paralysées dans la Haute-Kotto à cause de la présence des Hommes en arme. L'accès à la terre même dans les zones les plus proches de la ville est difficile à cause des éleveurs Peuls armés qui ne cessent de faire des exactions sur les agriculteurs, les empêchant d'exercer ».

Les profils socioéconomiques de ces agriculteurs et artisans miniers peuvent être cernés à partir des variables suivantes : le sexe du chef de ménage ; son âge ; son niveau scolaire ; et la taille du ménage.

Pris ensemble, 83% des chefs de ménages d'agriculteurs et d'artisans miniers sont des hommes contre 17% qui sont des femmes. Environ 65% de ces chefs de ménages ont au plus 35 ans contre 35% qui ont un âge supérieur à 35 ans.

En outre, 55% de ces ménages comptent moins de 6 membres contre 45% qui totalisent plus de 6 membres et plus. Par ailleurs, 25% des chefs de ménages d'agriculteurs et d'artisans miniers n'ont aucun niveau scolaire contre 45% qui ont un niveau primaire et 30% qui ont un niveau secondaire.

Le tableau suivant présente les profils de types d'acteurs en fonction des variables ci-haut.

Tableau 6 : Profils socioéconomiques des agriculteurs et artisans miniers.

Types d'acteurs	Sexe		Age		Niveau scolaire			Taille du ménage	
	Masculin	Féminin	≤ 35	>35	Aucun	Primaire	Secondaire	< 6	≥ 6
Agriculteurs	70%	30%	55%	45%	50%	30%	20%	64%	34%
Artisans miniers souhaitant redevenir agriculteurs	90%	10%	25%	75%	50%	40%	10%	75%	25%
Artisans miniers souhaitant poursuivre leur activité	90%	10%	80%	20%	20%	50%	30%	70%	30%
Artisans miniers souhaitant coupler l'exploitation minière et l'agriculture	90%	10%	90%	10%	10%	30%	60%	20%	80%

L'analyse de la variable sexe montre que l'artisanat minier comme l'agriculture dans la sous-préfecture de Bria sont des activités mixtes. En effet, 90% d'artisans miniers sont des hommes contre 10% qui sont des femmes, et 70% d'agriculteurs sont aussi des hommes contre 30% qui sont des femmes ; ces dernières sont généralement des veuves qui ont perdu leurs épouses lors des crises politico-militaires.

Quant à la variable âge, l'analyse montre que ce sont les artisans miniers relativement âgés qui souhaitent redevenir des agriculteurs tandis que ceux relativement jeunes souhaitent poursuivre leur activité minière ou coupler l'exploitation minière et l'agriculture.

En ce qui concerne la variable niveau scolaire, l'analyse montre que les artisans miniers n'ayant aucun niveau scolaire souhaitent redevenir des agriculteurs, ceux ayant un niveau primaire souhaitent poursuivre leur activité tandis que les autres ayant un niveau secondaire souhaitent coupler l'exploitation minière et l'agriculture.

Pour ce qui est de la variable taille du ménage, seuls les artisans miniers ayant une taille de ménage relativement grande souhaitent coupler l'exploitation minière et l'agriculture.

En somme, les artisans miniers qui souhaitent redevenir des agriculteurs sont généralement âgés, sans niveau scolaire et ayant un ménage de petite taille. Ceux qui souhaitent poursuivre leur activité sont jeunes avec un niveau scolaire primaire et une taille de ménage réduite. Les artisans miniers qui souhaitent coupler l'exploitation minière et l'agriculture sont jeunes avec un niveau scolaire secondaire et une grande taille de ménage.

3.3. Liens entre mines et conflits armés dans la sous-préfecture de Bria

3.3.1. Contribution de l'exploitation minière à l'alimentation des conflits armés

Au cours de ces dernières années, la sous-préfecture de Bria a connu des conflits liés à la présence de plusieurs groupes armés. Cette situation a fragilisé complètement l'exploitation minière. A l'heure actuelle, les collecteurs de tous les chantiers de mines sont des hommes en arme. Ils exploitent les artisans miniers sans une véritable contrepartie.

A la fin de chaque exploitation, une fois que le diamant retrouvé, le collecteur armé donne seulement un forfait de 50.000 FCFA pour un carat aux artisans miniers alors qu'en situation normale, un carat est acheté à 100.000 FCFA pour être revendu en moyenne à 300.000 FCFA à un bureau d'achat. Le collecteur armé est toujours prêt à tirer en public sur l'artisan minier qui tente de faire disparaître le diamant sur le chantier pour vendre à un autre.

Un artisan minier du village Boungou I affirme que « nous voulons que les Hommes en armes quittent les chantiers des mines afin de nous laisser libre dans nos activités. Qu'ils arrêtent de nous tuer comme des chiens ».

Si le collecteur a engagé des dépenses au profit de l'artisan minier, ces dépenses sont déduites de son revenu. Le reste est réparti généralement à part égale entre d'une part l'artisan minier, chef de chantier, et d'autre part les membres de son équipe. Du fait de leur faible niveau scolaire et de leur travail au jour le jour, les artisans miniers dépenses plus pour les besoins de consommation courante au détriment de l'épargne et de l'investissement.

La fermeture des bureaux d'achat à Bria suite à l'embargo sur le diamant a entraîné la mise en place d'un véritable marché de monopsonne, non officiel, organisé par des commerçants mauritaniens qui financent les collecteurs armés qui leur revendent le diamant et/ ou l'or. La transaction entre les commerçants mauritaniens et les collecteurs armés se fait au moyen de la monnaie ou du troc (armes).

Un artisan minier du village Bornou I affirme que « les mines alimentent les conflits dans la sous-préfecture de Bria car les opérateurs économiques mauritaniens financent les Hommes en armes et eux à leur tour les livrent en or et diamant ».

La situation d'insécurité profite aux commerçants mauritaniens qui se déguisaient en épiciers avant la crise mais en réalité faisaient la contrebande de diamant et or. Avec la crise et l'embargo sur le diamant, ils exercent librement leurs activités comme acheteurs de diamant. Ces mauritaniens achètent le diamant à vil prix chez les collecteurs armés qui sont à la recherche de revenu en permanence pour s'équiper en armes et munitions. Ces échanges se font dans l'informel, ce qui pose le problème d'évaluation de la valeur de cette économie parallèle. Ces deux types d'acteurs ne peuvent qu'entretenir l'insécurité dans la sous-préfecture de Bria à partir des conflits armés. L'exploitation minière alimente donc les conflits armés.

3.3.2. Impacts des conflits armés autour des mines sur l'économie locale

Aucune activité économique n'est épargnée à Bria suite aux conflits armés de ces dernières années autour des mines. Cependant les activités les plus touchées sont l'agriculture, l'élevage, la pêche et le commerce.

L'agriculture est la première activité la plus affectée par les conflits armés dans la sous-préfecture de Bria. Les agriculteurs ont déclaré le non accès à leurs champs et à leurs terres de cultures. Les conflits ont provoqué la réduction, voire la rupture des activités agricoles, ainsi que la destruction des récoltes (départ forcé des agriculteurs en abandonnant leurs champs, incendies et pillages des greniers) dans les communes et villages environnants. Ce qui pose problème en termes d'approvisionnement de la ville de Bria en produits vivriers. Ils ont également subi des pertes des moyens de productions, les équipements agricoles abandonnés dans les maisons ont été emportés. Par ailleurs, les agriculteurs qui sont en même temps des artisans miniers sont obligés de fuir les exactions des hommes armés et de venir s'installer dans la ville de Bria, abandonnant ainsi leurs biens, champs et d'autres activités qui leurs génèrent de revenu.

L'élevage est aussi durement touché par ces conflits armés de ces dernières années. L'élevage de gros bétail a subi une perte, provoquant ainsi la réduction du nombre de troupeaux. Les bœufs sont abattus par des hommes armés non identifiés. De temps en temps, les membres de la famille des éleveurs sont pris en otage et des sommes colossales sont demandées en rançons (plus de 5.000.000 FCFA). Cette situation difficile a obligé les éleveurs de quitter leur zone de transhumance habituelle et de se rapprocher de plus en plus de la ville. Ce rapprochement provoque ainsi des conflits entre ces derniers et les agriculteurs.

En termes de gestion de ces conflits, les entretiens ont révélé que 82 cas ont été traités et dont le coût s'élève à 1 213 500 FCFA du mois de Janvier à Mars 2016. Pour cette même période, 25 bovins ont été abattus par les agriculteurs, des greniers ont été brûlés par les éleveurs sur les axes Ouadda, Mbangana et Yalinga. Pour le petit bétail, la crise a provoqué la décapitalisation des ménages et la réduction des effectifs du bétail.

Selon le témoignage d'un éleveur Peuls d'Ira-banda : « les agriculteurs armés ont abattu sur une période de 3 mois 25 bovins, ce qui détériore notre relation avec les agriculteurs ».

A affirmé un habitant de Goubi, les éleveurs Peuls ont brûlé tous nos greniers, nous avons tout perdu.

La pêche a connu une nette régression en termes d'intensité d'activité à cause d'une forte insécurité le long de la rivière Kotto. La colonie de pêche jugée rentable par les pêcheurs et pendant laquelle les captures sont en grande quantité, est devenue impraticable à cause des exactions commises par des Ex-Séléka installés le long de la rivière. Ce qui fait que ces pêcheurs éprouvent des difficultés à réaliser librement leurs activités et nombreux sont ceux qui ont purement abandonné la pêche pour se tourner vers d'autres activités jugées selon eux moins rentables telles que le maraîchage et le petit commerce. Ceux qui continuent de pratiquer la pêche ont de la difficulté pour acquérir les équipements pour leurs activités, faute de revenu.

Dans le domaine de commerce, les conflits ont provoqué le départ des grands hommes d'affaires et des commerçants de la zone. Les activités commerciales sont bloquées et ne marchent plus comme avant. L'insécurité sur les axes empêche les commerçants de s'approvisionner en marchandises. Le centre-ville est approvisionné par des commerçants soudanais en produits de première nécessité qui effectuent leurs transactions pendant une période bien déterminée (janvier à juin). La saison de pluie est particulièrement difficile à ces derniers pour se déplacer, provoquant ainsi la pénurie durant cette période.

En effet, l'agriculture (55% de la richesse) et les mines (30% de la richesse) sont considérées comme le poumon de l'activité économique dans la sous-préfecture de Bria. Toutefois, avant la crise militaro-politique, les mines ont pris le dessus de l'agriculture à cause d'un important revenu que perçoivent les artisans miniers ; les mines et l'agriculture représentaient respectivement 52% (MMH, 2012) et 20% (ACDA, 2011) de la richesse de la Haute-Kotto. Ainsi, l'exploitation minière a boosté l'économie de la sous-préfecture de la Bria entraînant le développement de nombreuses activités génératrices de revenus. C'est grâce à l'exploitation minière que la ville a pu bénéficier de quelques infrastructures productives, pouvant renforcer la capacité de la sous-préfecture. Le commerce tournait pendant cette période en vitesse de croisière à cause de revenus miniers.

Malheureusement, la récente crise a fragilisé les activités minières. L'insécurité dans cette dernière a poussé 39% d'artisans miniers à se reconvertir en agriculteurs contre 18% qui continuent d'exercer les activités minières et 43% qui exercent en même temps les activités minières et les activités agricoles. La cause de la reconversion des artisans miniers en agriculteurs repose sur l'insécurité qui règne dans les chantiers car tous ces chantiers miniers sont actuellement contrôlés par les hommes en armes. Ces derniers maltraitent les artisans miniers, voire même les assassiner pour se procurer de leurs diamant ou or par la force.

A cause de cette crise, l'activité agricole est en baisse tant bien même que 39% d'artisans miniers se sont reconvertis en agriculteurs. L'agriculture ne peut se relever malgré toutes ces reconversions, à cause de l'insécurité liée aux hommes armés,

notamment les Peuls du groupe armé UPC qui empêchent les agriculteurs à exercer librement leur activité agricole. Face à cette difficulté, les agriculteurs veulent abandonner les zones reculées au profit des zones proches de la ville de Bria mais malheureusement, ils sont confrontés au manque d'intrants agricoles.

Témoignage d'un habitant de Kotto ville : « Les Peuls armés de Kotto-Ville, appartiennent au groupe armé UPC car ils ont le soutien de Ali Darass ».

Par ailleurs, les femmes jouent un rôle important dans les chantiers miniers car on constate que 10% des artisans miniers sont des femmes contre 90% qui sont des hommes. Lors de l'exploitation minière, les femmes tamisent le gravier pour extraire de l'or. Ensuite, elles sont chargées de couper le bois pour permettre aux hommes d'ériger les barrages. Elles sont chargées de préparer la nourriture, de puiser de l'eau potable et de transporter le gravier.

La forte préférence des mines au détriment de l'agriculture a conduit certaines femmes à vivre avec leurs maris dans les chantiers. Ces femmes subissent directement les conséquences de la crise dans ce secteur. La baisse de revenus miniers a détérioré considérablement leur pouvoir d'achat.

Dans les chantiers des mines, les femmes subissent aussi des tortures physiques et morales : 50% d'elles ont déclaré avoir subi de torture physique et des violences sexuelles contre 25% ayant déclaré avoir subi de torture morale (assassinats de leurs époux devant elles...).

Une femme du village Boungou I déclare « j'ai été torturée physiquement et violée par les hommes en arme après avoir tué mon mari pour récupérer nos diamants ».

Pour faire face aux impacts négatifs de la crise, les ménages développent différentes stratégies d'adaptation qui peuvent être résumées en trois points essentiels :

- le maintien de leurs anciennes activités, mais avec une faible capacité de financement. Les ménages préfèrent continuer les activités qu'ils ont l'habitude de réaliser avant la crise, mais ils n'ont pas la capacité de développer ou d'intensifier ces activités (faible capital, manque des moyens de production et autres équipements) ;
- la vente des avoirs pour renforcer leurs fonds de roulement en vue de relancer les activités. Il s'agit de ceux qui ont réussi à évacuer leurs biens et qui disposent des moyens roulants (motos, vélos) ou des patrimoines comme les maisons, les terrains sont obligés de vendre leurs patrimoines pour reprendre leurs activités ;
- le développement d'autres activités, en plus de leurs activités initiales, comme le petit commerce, la transformation mécanique des produits vivriers, la vente

de bois de chauffe, l'artisanat, le travail journalier, etc. en vue de diversifier leurs sources de revenus.

3.4. Enjeux de l'embargo sur le diamant sur les moyens d'existence

Les conflits armés pour les mines ont contribué à détruire le pays au point où un embargo a été imposé sur le diamant centrafricain par le processus de Kimberley en 2013. Le diamant centrafricain a donc été présenté comme diamant de sang. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a imposé des sanctions sur des acteurs économiques qui poursuivent le commerce du diamant alimentant le conflit.

Cet embargo a eu comme conséquence directe la fermeture de 8 bureaux d'achat contre 12 bureaux d'achat en activité avant la crise. Ce vide laissé par les bureaux d'achat a occasionné le développement d'un marché de monopsonne non officiel animé par des commerçants mauritaniens et des hommes armés et a conduit au ralentissement des activités dans les chantiers. La demande du marché noir fait revivre le secteur minier, ce qui renforce le pouvoir des groupes armés et risque de faire perdurer la crise sécurité dans la sous-préfecture.

Les hommes armés sont devenus maîtres des chantiers et font leur loi. Les exactions de ces hommes armés sur les artisans miniers ont occasionné des pertes humaines, matérielles et financières. Les chantiers (Boungou I et II...) se vident à cause de l'insécurité avec pour corollaire l'abandon des activités minières et connexes et la perte de revenus.

A affirmé un habitant de Boungou I, « nous voulons que les Hommes en arme quittent librement les chantiers des mines afin de nous laisser libres dans nos activités ».

Comme le revenu issu des activités minières finance généralement les autres activités économiques, car le revenu moyen mensuel des ménages interviewés issu des activités minières s'élève à 126.000 FCFA avant la crise contre 30.000 FCFA après la crise. La perte de ce revenu a eu un impact négatif sur les autres activités économiques, ce qui a entraîné la flambée des prix surtout des denrées alimentaires. Cette dernière situation est liée d'une part à une importante baisse de la production agricole et d'autre part aux restrictions commerciales en lien avec la situation sécuritaire précaire.

Ces conflits ont fortement impacté les conditions de vie dans la sous-préfecture de Bria. Ils ont provoqué une baisse généralisée des activités qui procurent de revenus. Ils ont par ailleurs provoqué la rupture de certains chefs de ménages à leurs activités habituelles jugées rentables. Par conséquent, on a relevé une insuffisance en termes de consommation alimentaire, de soins de santé. Les ménages ont du mal à s'acheter des vêtements, à financer la scolarisation de leurs enfants, à trouver un logement décent. A cela s'ajoute le problème d'accès à l'eau potable et aux bois de chauffe. Les conditions des ménages pauvres et plus vulnérables (les ménages dont les chefs sont des veuves avec des orphelins à leur charge) deviennent particulièrement difficiles. La flambée des prix des denrées alimentaires renforce le

risque économique et restreint l'accessibilité économique de ces ménages à l'alimentation.

4. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Avant la crise militaro-politique, les mines ont pris le dessus sur l'agriculture à cause d'important revenu que perçoivent les artisans miniers. L'exploitation minière a boosté l'économie de la sous-préfecture de Bria entraînant ainsi le développement de nombreuses activités génératrices de revenus. Environ 60% des artisans miniers ont une option préférentielle pour les mines à cause d'importants revenus. C'est grâce à l'exploitation minière que la ville a pu bénéficier de quelques infrastructures productives, pouvant renforcer la capacité productive de cette sous-préfecture. Le commerce tournait pendant cette période en vitesse de croisière à cause de revenus émanant des activités minières.

Malheureusement, la récente crise a fragilisé les activités minières dans la sous-préfecture de Bria. L'insécurité dans cette dernière a poussé 39% des artisans miniers à abandonner les activités minières au profit de l'agriculture. Les résultats de cette étude montrent que 52% des artisans miniers couplent les mines à l'agriculture. La cause de reconversion des artisans miniers en agriculture repose sur l'insécurité qui règne dans les chantiers car tous les chantiers miniers sont contrôlés par les hommes en armes. Ces derniers maltraitent les artisans, voire même les assassiner pour se procurer du diamant ou de l'or par la force. Les femmes ouvrières subissent aussi de torture physique et morale car 50% ont déclaré avoir subi de torture physique suivies de violences sexuelles contre 25% ayant déclaré avoir subi de torture morale.

A l'heure actuelle, dans la sous-préfecture de Bria, l'agriculture occupe une place importante dans le revenu de 70% des ménages pauvres et très pauvres en saison pluvieuse. Depuis 2014, la situation alimentaire est alarmante. L'intervention des ONG Humanitaires dans la sous-préfecture de Bria a apporté une réponse urgente aux populations vulnérables de ladite sous-préfecture.

Par exemple au cours de l'année 2014, Oxfam a mené une enquête de référence ayant pour objectif de collecter des données socioéconomiques de base au sein des ménages les plus vulnérables et de mesurer le niveau de disponibilité alimentaire.

Oxfam, à travers son projet « Programme d'urgence de relèvement précoce, en sécurité alimentaire et moyen d'existence, protection et eau, assainissement et hygiène au profit des hommes et des femmes les plus vulnérables affectés par le conflit à Bria, RCA », avait donné à 60 groupements de kit de transformation et de conservation des produits agricoles, de pêche, de la saponification et de l'aviculture traditionnelle. Ce projet vise à contribuer au relèvement de ladite préfecture à travers la relance de l'agriculture. Ce qui a permis à 75% de ces bénéficiaires d'améliorer leurs revenus.

En 2016, Oxfam a conduit une étude de chaînes de valeur agricoles qui a permis de mettre en évidence les filières porteuses dans la sous-préfecture de Bria et a organisé la formation de 60 groupements de producteurs en plan d'affaires agricoles.

Toutefois, l'agriculture et les mines sont considérées comme le poumon de l'activité économique dans la sous-préfecture de Bria. Les conflits armés dans cette la sous-préfecture pour contrôler les ressources minières ont affecté négativement l'économie locale et instauré l'insécurité. Les artisans miniers ont perdu leurs moyens d'existence et leurs revenus issus de l'économie minière et 39% se reconvertissent en agriculture. De même, les agriculteurs ont perdu leurs moyens de production et d'existence et souhaitent relancer leur activité dans un contexte de crise de l'économie minière. L'agriculture occupe donc une place stratégique dans le relèvement de l'économie locale pendant cette crise de l'économie minière.

Les propositions de politiques publiques pour le relèvement économique de la sous-préfecture de Bria dans ce contexte peuvent être structurées en deux axes prioritaires.

4.1. Axe 1 : le rétablissement de la sécurité dans la sous-préfecture de Bria

Pour relancer les activités minières, une priorité doit être accordée au rétablissement de la sécurité dans la sous-préfecture. Il est indispensable que les hommes armés soient retirés de tous les chantiers miniers afin de favoriser le processus de négociation pour la levée de l'embargo sur l'or et le diamant.

Le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement des ex-combattants encourageraient les agriculteurs et les artisans miniers à exercer librement leurs activités. Les auteurs des violences, crimes économiques, crimes de guerre et crime contre l'humanité doivent être traduits devant la justice et que les victimes des actes de viol, de pillage etc. soient dédommagées.

Les ONG et les partenaires au développement doivent contribuer à l'animation des campagnes de sensibilisation sur le rôle de la paix et de la cohésion sociale dans cette sous-préfecture.

4.2. Axe 2 : la relance de l'économie locale dans la sous-préfecture de Bria

Le Gouvernement et ses partenaires doivent encourager les initiatives collectives des artisans miniers et des agriculteurs dans la sous-préfecture de Bria pour faciliter leur structuration et les appuis nécessaires. Un accent particulier doit être mis aussi sur la promotion de l'entrepreneuriat rural afin de faciliter et d'accompagner la reconversion des artisans miniers.

Par ailleurs, la mise en place d'une politique du développement conjoint de l'agriculture et des mines contribuerait au relèvement économique dans cette sous-préfecture. Cette politique peut être accompagnée par des appuis multiformes.

Effet, l'analyse des chaînes de valeurs dans la sous-préfecture de Bria a permis de mettre en exergue les principales contraintes majeures inhérentes à leur

développement. Les résultats de l'analyse économique et financière et du diagnostic du fonctionnement des chaînes de valeurs agricoles ont permis d'identifier des critères qui peuvent être retenus pour le choix de celles considérées comme porteuses et pouvant bénéficier des appuis d'Oxfam : le niveau de demande, le niveau de prix et le niveau de rémunération.

Ainsi, on note trois produits vivriers qui sont des produits les plus recherchés par les consommateurs et les plus rémunérateurs pour les agriculteurs. Ils rentrent de plus en plus dans les habitudes alimentaires de la population. On peut citer le sésame, le haricot et le maraîchage. Toutefois une attention particulière mérite d'être portée sur certains produits vivriers (manioc, arachide, maïs et courges), d'élevage (caprins et ovins) et de pêche (poissons). Même si la rentabilité de ces produits est relativement faible, avec une demande forte, ils peuvent augmenter d'une manière importante les revenus des acteurs et assurer la sécurité alimentaire à Bria.

En vue de saisir les atouts et opportunités existants pour assurer le développement durable de ces chaînes de valeurs agricoles porteuses, les propositions des stratégies d'interventions futures sont consignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 7 : Propositions en termes de priorité d'intervention (P) pour le secteur agricole

Segments	Propositions	
	A court terme	A moyen terme
Production	<p>P1 : Appui aux groupements multiplicateurs de semences améliorées et aux associations des éleveurs pour l'amélioration des espèces animales</p> <p>P2 : Appui aux groupements pour l'acquisition des matériels</p> <p>P3 : Appui aux groupements des artisans de fabrication des petits outillages agricoles</p> <p>P4 : Appui à l'encadrement des agriculteurs pour le renforcement de leur capacité</p>	<p>P1 : Appui à l'aménagement des bas-fonds pour l'intensification agricole</p> <p>P2 : Appui à la construction des infrastructures de transformation et de stockage</p>
Commercialisation	<p>P1 : Appui à l'organisation et à la structuration des commerçants des produits agricoles</p> <p>P2 : Appui aux structures de développement pour la mise en place d'un système d'information sur les marchés</p>	<p>P1 : Appui à la spécialisation des commerçants par segment</p>
Transformation	<p>P1 : Appui à l'acquisition des matériels et équipements de transformation</p> <p>P2 : Appui à l'encadrement des transformateurs pour le renforcement de leur capacité</p> <p>P3 : Appui à la diversification des produits transformés</p>	<p>P1 : Appui à l'amélioration des conditionnements des produits transformés</p> <p>P2 : Appui à l'amélioration de la qualité des produits transformés</p>
Tous les segments	<p>P1 : Formation des responsables de groupements en élaboration du plan d'affaires agricole</p>	<p>P1 : Appui au financement du plan d'affaires agricole des groupements d'acteurs</p>

5. Bibliographie

Oxfam, 2015. Profil des moyens d'existence, zone périurbaine de Bria.

Oxfam, 2016. Evaluation et analyse des chaînes de valeurs des produits AGR et de l'impact de conflits armés à Bria. LERSA, Bangui.

Oxfam, 2016. Rapport de formation des groupements et d'appui à l'élaboration de leurs plans d'affaires agricoles. LERSA, Bangui.

Oxfam, 2017. Termes de référence de l'étude.